

# DES FEMMES JOURNALISTES ET LES COMPÉTENCES PARTICIPATIVES EN AMÉRIQUE LATINE

Elizabeth Carvalho

Je souhaiterais vous inviter, pour commencer, à une brève réflexion sur ce mot – la « compétence » - dans les différents sens qu'il a pris dans ma vie de journaliste.

Au début de ma carrière en 1968, lorsque j'avais une vingtaine d'années, nous étions à peine quatre femmes dans une salle de rédaction de 70 journalistes. Imaginez qu'il n'y avait même pas de toilettes pour nous. Il nous fallait partager une salle de bains réservée aux membres de la direction du journal. C'est alors que j'ai appris que l'idée de compétence, basée sur le concept traditionnel de l'application de la connaissance et des savoirs d'un individu, devait aussi s'étendre à la capacité d'exercer une profession au masculin. Rechercher et questionner au masculin. S'enquérir au masculin. Écrire au masculin. Les premiers éloges que l'on m'a faits à cette époque traduisaient parfaitement ce nouveau concept : *“Elle a une grande capacité de travail ; elle travaille comme un homme”*.

Aujourd'hui il y a plus de 60 000 femmes journalistes actives en Amérique latine, la moitié de la force de travail du secteur de la communication. Nous sommes déjà la majorité à São Paulo, la plus grande ville de l'Amérique

du Sud, où l'on compte 53 % de femmes dans les salles de rédaction. Mais je ne crois pas que le sens du mot « compétence », tel que j'ai connu au début de ma carrière, ait disparu du monde des médias. Je ne crois pas davantage que le journalisme que nous pratiquons se soit enrichi, ou devenu plus diversifié, même en y incorporant les nouvelles acceptions du mot « compétence ». Je veux parler de la capacité de polyvalence, de l'aptitude à la négociation et, ce que nous intéresse de plus, de la compétence participative, de l'organisation du travail d'une manière coopérative et solidaire, qui s'ajoutent aux relations chaque jour plus complexes du travail et de la vie.

Je vais vous raconter une histoire pour mieux éclairer cette compétence « au masculin ». À la fin de l'année dernière, au mois de novembre 2007, la presse a découvert dans la ville de Abaetetuba, dans l'Etat du Pará, au nord du Brésil, une jeune fille de 15 ans emprisonnée pour vol. Elle avait été incarcérée dans une cellule où se trouvaient également une vingtaine d'hommes avec lesquels elle avait été contrainte d'avoir des relations sexuelles pour obtenir le droit de manger.

Il faut savoir que le juge qui avait envoyé la jeune fille à la prison de Abaetetuba était une femme. Que le secrétaire à la sécurité publique de l'Etat était également une femme. Que cet Etat du Pará est aussi gouverné par une femme. Cet épisode a dévoilé un aspect peu connu du sombre univers carcéral de l'intérieur du Brésil, où les femmes doivent souvent cohabiter avec des hommes dans des cellules surpeuplées.

La presse a sans doute joué un rôle important pour dénoncer ces faits scandaleux. Mais si l'on analyse de façon plus détaillée le discours médiatique dominant sur l'affaire, on découvre un fait étonnant : pour les journaux et les télévisions, l'important n'était pas la présence d'une *femme* dans une cellule d'hommes, mais d'une *mineure* dans cette cellule. Cela constitue évidemment un crime atroce. Mais souligner seulement qu'il s'agissait d'une mineure, en omettant de signaler son genre, c'était d'une certaine façon « reconnaître » qu'il est admissible que des femmes adultes puissent recevoir ce type de traitement de la part de l'État.

La deuxième préoccupation du discours des médias sur ce scandale a été d'analyser les raisons qui avaient conduit la jeune fille en prison, les autres vols qu'elle avait commis, son passé de récidiviste. Implicitement, cela revenait à considérer que la jeune fille « avait seulement eu la punition qu'elle méritait ». Mais ce qui est également surprenant dans ce discours, c'est qu'il n'a été ni démonté ni contesté par des femmes journalistes. Aucune critique. Et, dès le début de 2008, on ne parlait plus de cette affaire.

Vous vous demandez peut-être pourquoi je vous ai raconté cette histoire. C'est parce que toute discussion du rôle des médias dans les années à venir, dans l'esprit des compétences participatives, implique de travailler sur un questionnement de cette compétence « au masculin » de la part des femmes. Je n'ai pas de réponses définitives, mais je crois qu'il est possible de développer l'idée d'un réseau d'information capable de stimuler la capacité critique des professionnels dans un ordre qui est encore tout à fait

patriarcal. C'est ce qu'a bien décrit la journaliste et enseignante Carolina Muñoz Castillo, de l'Université de Santiago du Chili, une femme qui se bat pour une formation de femmes journalistes qui puisse inclure la pensée, la pratique et la politique de la différence sexuelle.

Après tout, si nous sommes tous d'accord pour penser que les femmes et les hommes sont différents dans leur approche de la construction du monde, il faut stimuler une nouvelle manière de penser favorisant la compréhension d'un ordre symbolique différent de la réalité, d'un ordre plus juste, plus humaniste et plus égalitaire. Telle est la première question que j'aimerais mettre en débat avec vous. Je voudrais vous proposer un cheminement fondé sur le principe wiki de créativité participative, qui privilégie la libre connaissance et la construction permanente. Un espace destiné aux différents regards féminins d'aujourd'hui sur l'horizon des prochaines générations.

Le deuxième thème de réflexion que je vous suggère au sujet des nouvelles compétences est la croissante perte de crédibilité des médias traditionnels dans l'opinion publique. Paradoxalement, c'est au moment où, dans les salles de rédaction, le nombre de femmes tend à dépasser celui des hommes que l'on est conduit à relativiser le poids du prétendu « quatrième pouvoir ». En Amérique latine, le 21ème siècle a commencé avec l'arrivée au pouvoir de dirigeants élus, peut-être pour la première fois, non pas grâce aux médias, mais malgré eux.

Cela nous ramène à d'autres formes de communication directe avec les citoyens qui, petit à petit, se révèlent plus

efficaces que les grands médias. Le Centre de compétence en communication pour l'Amérique latine de la Fondation Friedrich Ebert, à Bogotá, a publié récemment le résultat d'une recherche sur les campagnes électorales de 2006. Le cadre est assez éclairant : sur six des onze processus électoraux étudiés – au Brésil, au Chili, en Bolivie, au Nicaragua, en Equateur et au Venezuela - les candidats victorieux n'ont pas eu l'appui des grands médias. Dans les cinq autres élections – au Mexique, au Pérou, au Costa Rica, en Colombie et au Honduras – les médias ont perdu de leur crédibilité et de leur légitimité malgré la victoire des candidats qu'ils soutenaient.

Ce paradoxe n'est pas difficile à comprendre. Le déclin de la compétence du quatrième pouvoir est à mettre évidemment en relation avec la multiplication de l'offre d'information et sa rapidité. Mais il faut remarquer que, en Amérique latine, les grands médias sont en général alliés de partis conservateurs battus par des partis progressistes. Leur principale préoccupation, ces dernières années, a été de multiplier les manœuvres pour déstabiliser ces derniers. Les grandes questions nationales sont absentes du débat. Des scandales de corruption, faux ou vrais, naissent et meurent tous les jours dans les pages des journaux, et ils contribuent à ce que nous pourrions appeler la « dépolitisation du politique ». L'opinion publique se retrouve paralysée par cette accumulation d'éléments négatifs, et ainsi abandonnée à l'impuissance et au pessimisme.

C'est pourtant dans ce paysage que commencent à se construire de nouvelles compétences participatives en communication, se situant à contre-courant. Je vous

signale une initiative qui va déjà dans ce sens. Elle vient de naître à São Paulo et elle est animée par Francisco Whitaker, l'un des fondateurs du Forum social mondial, et elle rassemble déjà des dizaines de professionnels de la communication, des hommes et des femmes disposés à ouvrir de nouvelles perspectives pour la société. Il s'agit d'un nouveau réseau qui a pris le nom de Raconteurs de bonnes nouvelles, et qui s'inspire de l'organisation française Reporters d'espairs, agence de presse faisant connaître des actions positives des citoyens.

Les « bonnes nouvelles » sont concentrées dans un portail offrant en accès libre textes, photos, et vidéos. Mais leur objectif est plus ambitieux : il s'agit de constituer un réseau d'affinités et de coopérations en expansion permanente, associé aux syndicats et aux autres entités de classe, aux organisations non gouvernementales et aux universités ; également d'organiser des événements et des ateliers pour optimiser l'utilisation des sources et des moyens de communication. Enfin, de se réapproprier les utopies et de montrer concrètement qu'un nouveau monde possible se construit ici et maintenant. L'ignorance est le plus grand ennemi du changement. Il faut faire connaître un futur qui est déjà dans le présent.

Travaillons ensemble pour de bonnes nouvelles. C'est ce que je vous propose aujourd'hui.

